

Note conceptuelle pour le sommet sur l'IDA au service de l'Afrique

29 avril 2024

Nairobi (Kenya)

CONTEXTE :

S.E. le Président William Ruto organisera une rencontre de haut niveau avec des dirigeants africains en vue de présenter les arguments en faveur d'une vingt-et-unième reconstitution ambitieuse et solide des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-21), qui appuiera la réalisation des objectifs de développement porteurs de transformation pour le continent et au-delà.

L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays plus pauvres au monde. Créée en 1960, l'IDA vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts à taux zéro ou faible (dénommés « crédits ») et des dons pour des programmes qui stimulent la croissance économique, réduisent les inégalités et améliorent les conditions de vie des populations.

L'IDA est l'une des plus importantes sources d'aide pour les 75 pays les plus pauvres au monde et constitue la plus importante source de fonds des bailleurs de fonds pour les services sociaux de base dans ces pays. L'IDA représente également l'une des plateformes les plus efficaces pour la lutte contre l'extrême pauvreté dans les pays plus pauvres. En tant qu'institution du Groupe de la Banque mondiale, l'IDA peut tirer parti d'une base mondiale d'expertise en matière de développement et l'associer à des ressources financières considérables pour les pays qui en ont le plus besoin.

Les représentants des bailleurs de fonds et des emprunteurs de l'IDA se réunissent tous les trois ans pour reconstituer ses ressources et réexaminer son cadre de politique. En décembre 2021, les bailleurs de fonds ont convenu de contribuer à hauteur de 23,5 milliards de dollars au cycle actuel, la « Vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-20) » au titre des exercices 23-25 (3 ans). Les ressources des bailleurs de fonds ont été combinées avec les remboursements et les fonds levés sur les marchés des capitaux pour fournir un financement record d'un montant de 93 milliards de dollars au profit des pays les plus pauvres au cours de ces 3 années, ce qui signifie que pour IDA-20, 1 dollar de don des bailleurs de fonds se traduit par près de 4 dollars de financement concessionnel pour ces pays.

Les échanges de vues sur la reconstitution des ressources permettent de s'assurer que les cadres de politique et de financement de l'IDA répondent aux besoins des pays. Au cours des échanges de vues, les chefs d'État africains ont plaidé en faveur d'une IDA-20 ambitieuse par le biais de la [Déclaration d'Abidjan](#) en juillet 2021. Cette déclaration a été suivie par le Sommet IDA au service de l'Afrique qui s'est tenu à Dakar en juillet 2022 et qui a annoncé l'engagement des chefs d'État africains en faveur d'une reprise vigoureuse, parallèlement à une transformation durable et inclusive des économies africaines, en partenariat avec l'IDA ([Appel à l'action de Dakar](#)).

OBJECTIFS :

Le sommet du Kenya a pour but de faire valoir aux bailleurs de fonds de l'IDA et aux autres partenaires les domaines prioritaires essentiels pour le financement du développement en Afrique en particulier, et de demander aux bailleurs de fonds d'envisager un niveau de financement sensiblement plus élevé pour le cycle d'IDA-21 pour permettre de relever les défis et de saisir les possibilités de développement de l'Afrique, tout comme pour les pays IDA dans d'autres régions. Les chefs d'État pourraient envisager de parrainer un *Communiqué de l'Afrique sur IDA-21* (Communiqué de Nairobi) appuyant les orientations stratégiques d'IDA-21 et plaidant en faveur d'une solide reconstitution d'IDA-21 assortie d'un objectif de financement ambitieux.

Étant donné qu'il s'agira du troisième sommet des chefs d'État africains de ce type, et que ceux-ci ont réussi à faire entendre une voix forte et unifiée de la part des clients, il pourrait être utile d'envisager d'inscrire ce sommet dans le cadre d'une nouvelle série de dialogues de haut niveau sur l'IDA, qui reviendront à des moments clés.

FORMAT :

Les discussions entre les chefs d'État s'articuleront autour des orientations stratégiques proposées pour IDA-21 et de leur alignement sur les besoins et les ambitions de l'Afrique en matière de développement. Les chefs d'État devraient s'exprimer sur la situation de leur pays, sur les nouveaux défis liés au climat, sur l'insécurité croissante, sur les conflits et la fragilité, et sur leurs priorités les plus urgentes en matière de développement, à la fois pour relever les défis et pour saisir les possibilités qui s'offrent à un continent dynamique et jeune. Les représentants des organisations régionales sont invités en tant qu'observateurs et ont la possibilité de participer en présentiel ou virtuellement. La délégation de la Banque mondiale sera conduite par son président, Ajay Banga. Les délibérations du Sommet IDA au service de l'Afrique se tiendront le 29 avril, de 9 heures à 15 heures, heure de Nairobi.

La Banque mondiale, en partenariat avec Global Citizen et des chefs de file du secteur privé, lancera la « Coalition pour l'IDA » après la lecture du Communiqué et avant le discours de clôture du président William Ruto. La Coalition pour l'IDA est un mouvement multipartite visant à accompagner la reconstitution d'IDA-21. Ce moment permettra d'amplifier les voix issues du sommet sur l'importance vitale de l'IDA et son rôle pour l'Afrique. L'objectif est d'atteindre les capitales des bailleurs de fonds de l'IDA où les décisions sont prises sur les montants de la reconstitution.

PARTICIPANTS :

Chefs d'État et de gouvernement africains des pays IDA, représentant une diversité d'expériences nationales dans tout le continent.

Autres États/gouvernements en dehors de l’Afrique, notamment des représentants de l’IDA dans d’autres régions

Administrateurs de la Banque mondiale - Afrique

Délégation de haut niveau du Groupe de la Banque mondiale :

- Président du Groupe de la Banque mondiale,
- Directeur général senior de la Banque mondiale,
- Directeur général/Vice-président exécutif d’IFC,
- Vice-présidents régionaux pour l’Afrique,
- Vice-président pour le Financement du développement, et
- Vice-président pour la Politique opérationnelle et les services aux pays

Observateurs lors des sessions ordinaires :

Présidents/directeurs exécutifs d’un certain nombre d’organisations/commissions internationales/régionales pertinentes (UA/IGAD/COMESA/CEDEAO/CEA/ICRC, etc.).

Organisations internationales de la société civile (Fondation Gates, Oxfam, Save the Children, etc.), organisations régionales et locales de la société civile et animateurs de jeunesse

Représentants des organisations des Nations Unies

Observateurs de pays non-membres de l’IDA

THÈMES PROPOSÉS POUR LE SOMMET AFRICAIN SUR IDA-21 (longue liste)

A. Une planète vivable

1. **IDA-21 mettra l'accent sur la nécessité d'investir pour une planète vivable, conformément à la nouvelle mission du Groupe de la Banque mondiale, et à l'engagement de l'IDA d'aider ses pays bénéficiaires à se préparer et à répondre à la menace du changement climatique.** Si elle n'est pas traitée de toute urgence, la menace de plus en plus grave du changement climatique risque de plonger plus de 130 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de la décennie, essentiellement dans les pays IDA. L'intensification des extrêmes climatiques amplifie également les principaux défis mondiaux liés à l'eau, à la santé et à l'insécurité alimentaire. Un niveau ambitieux d'IDA-21 consolidera les efforts déployés au niveau national pour faire face au changement climatique et renforcer la résilience. Il s'agit notamment d'appuyer les plans nationaux d'adaptation qui traduisent les ambitions climatiques des pays en matière de réduction des émissions de GES et de renforcement de l'adaptation et de la résilience, ainsi que l'élaboration de stratégies à long terme de réduction des émissions. IDA-21 aidera les pays à accroître le financement climatique et à renforcer le rôle du secteur privé dans ce domaine. Elle favorisera également la sécurité de l'eau, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. Il s'agira notamment d'aider les pays IDA à mettre en œuvre des Global Challenge Programs alignés sur leurs priorités nationales. IDA-21 s'appuiera sur l'investissement d'IDA-20 dans la préparation aux crises et aidera les pays IDA à mettre en œuvre des stratégies nationales enrichies par des diagnostics de crise ciblés, en utilisant la boîte à outils de crise améliorée du Groupe de la Banque mondiale. Cette boîte à outils comprend également des clauses d'endettement résistantes au climat afin de remédier à la vulnérabilité de l'aide aux petits États. Les flux actuels de financement climatique sont nettement insuffisants pour relever le défi, en particulier pour l'adaptation et le renforcement de la résilience, qui représentent actuellement moins de 10 % du financement climatique mondial. L'IDA est déjà le plus important fournisseur mondial de financement de l'adaptation avec plus de 26 milliards de dollars pour l'exercice 23, et avec ses solides antécédents en matière de démultiplication des contributions des bailleurs de fonds grâce à l'effet de levier, elle est bien placée pour renforcer considérablement l'aide à l'action climatique dans le cadre d'IDA-21. Les réalisations seront mesurées au moyen d'indicateurs du tableau de bord pour les domaines de réalisation « planète verte et bleue et populations résilientes », « services d'eau et d'assainissement inclusifs et équitables » et « systèmes alimentaires durables », ainsi que d'autres indicateurs portant sur différents aspects de la préparation aux crises dans de multiples domaines de réalisation.

B. Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

2. **Compte tenu des pertes considérables d'heures de travail dues à la pandémie, on prévoit que près de 4 millions de jeunes atteindront chaque mois l'âge de travailler au cours de la prochaine décennie, ce qui accroîtra la demande d'emplois de meilleure qualité.** En outre, la participation des femmes à la population active stagne dans de nombreux pays IDA. IDA-21 s'appuiera sur les progrès antérieurs en se concentrant sur la récupération des pertes d'emplois, en augmentant les investissements privés, en stimulant la croissance des secteurs ayant un plus grand potentiel d'emplois et de valeur ajoutée, en améliorant la connectivité et l'intégration, en renforçant la participation de la main-d'œuvre féminine et en facilitant

l'adoption de la technologie, l'innovation et l'esprit d'entreprise¹. Pour exploiter la capacité de production des jeunes dans les pays IDA, IDA-21 aidera les pays à s'attaquer aux obstacles aux investissements privés, à promouvoir la participation au marché du travail, en particulier pour les femmes et les jeunes, à renforcer la mobilité, à faciliter les transitions vers les secteurs verts et à développer la connectivité numérique pour réduire l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. Ces initiatives seront guidées par les conclusions du rapport phare sur l'emploi (*Jobs Flagship Report*) de 2024. Une partie essentielle de l'engagement d'IDA-21 consistera à renforcer l'autonomisation des femmes et l'intégration des jeunes aux marchés du travail, notamment en leur offrant un accès égal à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

C. Développement humain : des sociétés saines, qualifiées, bien informées et inclusives

3. IDA-21 s'efforcera de protéger les populations les plus pauvres et les plus vulnérables au moyen de filets de sécurité et en accélérant la reconstitution du capital humain, afin de favoriser l'émergence de sociétés saines, qualifiées, bien informées et inclusives dans les pays IDA. La pandémie de COVID-19 a provoqué un gigantesque effondrement du capital humain, en particulier chez les jeunes à un stade critique de leur cycle de vie. Elle a d'abord eu des effets néfastes sur la santé, puis sur l'apprentissage et les revenus. Si rien n'est fait, ces revers risquent fort d'avoir des répercussions durables sur l'accumulation du capital humain et la croissance économique nationale. Ces crises interdépendantes ont eu des effets disproportionnés sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles, menaçant les gains durement acquis en matière de capital humain, en particulier pour les femmes. IDA-21 continuera à répondre à la nécessité d'investir dans la prestation de services publics essentiels au développement humain, notamment dans l'éducation et l'acquisition de compétences, les systèmes de santé - y compris la prévention, la préparation et la réponse aux urgences sanitaires -, la nutrition et la protection sociale. Ces efforts visent à accélérer la reconstitution du capital humain tout en réduisant la vulnérabilité et en favorisant la résilience face aux chocs futurs, comme le propose le Programme mondial pour la prévention, la préparation et la réponse aux urgences sanitaires (GCP). L'accent mis sur les personnes englobera une perspective de genre, notamment en éliminant les obstacles liés au genre, comme indiqué dans la nouvelle Stratégie de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030. En outre, la priorité sera accordée au handicap, à la jeunesse, aux populations dans les situations de FCV et aux liens avec le programme d'action sur l'emploi. Les réalisations seront mesurées au moyen d'indicateurs du tableau de bord pour les domaines de réalisation « protection des plus pauvres », « pas de pauvreté d'apprentissage » et « des vies plus saines », et leur ventilation correspondante en fonction de variables multiples.

D. Continent pacifique : une vie meilleure pour les personnes en situation de fragilité, de conflit et de violence

4. IDA-21 renforcera l'aide aux personnes touchées par la fragilité, les conflits et la violence dans les pays IDA, sur la base de la stratégie FCV 2020-2025 du Groupe de la Banque mondiale. La stratégie FCV reste adaptée à son objectif et s'est avérée efficace. Conformément aux réalisations du processus d'évolution et à l'examen à mi-parcours de la stratégie FCV, la démarche du Groupe de la Banque mondiale et de l'IDA doit répondre

¹ Association internationale de développement. 2023. *IDA20 Mid-Term Review: Implementation Update and Issues for Discussion* ("Omnibus Paper"). Washington, DC : Banque mondiale.

efficacement aux défis croissants en matière de FCV. Il faut pour cela mettre davantage l'accent sur la prévention et faire preuve d'une plus grande souplesse pour s'engager dans des contextes complexes. Ces défis appellent le Groupe de la Banque mondiale à ADAPTER sa stratégie de mise en œuvre et ses modalités d'engagement. L'approche ADAPT consistera à anticiper plus tôt et mieux les défis de la situation de FCV ; réagir de manière dynamique à tous les niveaux, y compris aux niveaux national et régional ; faire progresser la démarche du Groupe de la Banque mondiale en matière de collaboration avec le secteur privé ; se concentrer sur les partenariats essentiels ; et constituer des équipes solides. Plus précisément, l'approche ADAPT se concentrera notamment sur les partenariats propres au contexte, l'investissement dans la réalisation des diagnostics pour enrichir le travail avec les clients et les partenaires, la coordination des efforts de réponse à la crise, de rétablissement et de consolidation de la paix, et le renforcement des partenariats dans les domaines de la justice, de la sécurité et de la prévention de la violence. Dans les situations de déplacement forcé, IDA-21 continuera d'inciter les pays admissibles à appuyer les possibilités socio-économiques pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil, en mettant l'accent sur la cohésion sociale et l'égalité des sexes.

E. Prospérité et développement durable

5. Compte tenu des synergies importantes, IDA-21 rassemblera les efforts en matière de gestion macroéconomique et budgétaire, de bonne gouvernance, de mobilisation des ressources intérieures et de viabilité de la dette dans le cadre du domaine d'intervention Prospérité. La polycrise a mis à rude épreuve la capacité des pays IDA à trouver un équilibre entre les besoins urgents et les objectifs de développement à long terme, et ce de manière sans précédent. Les contraintes institutionnelles, budgétaires et de capacité continuent d'être des défis pressants qui entravent l'obtention des résultats en matière de développement. Des institutions solides sont essentielles pour la fourniture de biens et de services publics, ainsi que pour l'élaboration et l'application des lois et des règlements. La gestion des risques de catastrophes reste faible et a besoin d'un sérieux coup de pouce. Entre 2013 et 2023, les trois cinquièmes des pays IDA ont perçu des recettes fiscales inférieures à 15 % du PIB, les progrès réalisés dans certains pays étant contrebalancés par un recul considérable dans d'autres. De même, des niveaux élevés de vulnérabilité de la dette publique persistent dans les pays IDA, aggravés par la hausse des taux d'intérêt et l'atonie de la croissance économique². IDA-21 renforcera encore les capacités des pays IDA et continuera à accompagner des politiques macroéconomiques saines, à améliorer la viabilité des finances publiques, y compris des dépenses publiques de qualité, la gestion de la dette publique ; la mobilisation des ressources intérieures, en mettant l'accent non seulement sur l'augmentation des impôts (grâce à des taux progressifs et à un recouvrement plus efficace), mais aussi sur leur amélioration, en réalisant un équilibre entre les objectifs d'efficacité et d'équité dans le contexte plus large de la nécessité d'une croissance inclusive et durable, en facilitant la participation du secteur privé, et en renforçant les institutions. En ce qui concerne la dette, IDA-21 s'appuiera sur les efforts déployés dans le cadre de la Politique de financement du développement durable et d'autres mécanismes institutionnels, afin de consolider davantage l'appui apporté à la lutte contre les vulnérabilités de la dette, de renforcer la gestion de la dette et d'inciter les pays à s'orienter vers un financement transparent et durable. Les réalisations seront mesurées à l'aide d'indicateurs du tableau de bord pour le domaine de réalisation « gestion macroéconomique efficace ». La description des résultats permettra de saisir des aspects

² En septembre 2023, 55 % des pays IDA relevant du Cadre de viabilité de la dette de la Banque mondiale et du FMI pour les pays à faible revenu présentaient un risque élevé de surendettement extérieur ou étaient en situation de surendettement, contre 50 % en 2019 et 57 % en 2022.

importants des réformes de la gouvernance qui peuvent difficilement faire l'objet d'un suivi chiffré.

F. Numérisation : améliorer la connectivité et les services numériques

6. **L'écart considérable en matière d'accès au numérique et aux données dans les pays IDA entrave la croissance économique, perpétue les inégalités et devient de plus en plus synonyme de fracture du développement.** Les statistiques sur la fracture numérique sont stupéfiantes : au niveau mondial, 2,6 milliards de personnes resteront hors ligne en 2023, la majorité d'entre elles résidant dans les pays IDA et faisant partie des groupes marginalisés et vulnérables³. Près de 850 millions de personnes ne disposent d'aucune forme d'identification, et 3,3 milliards vivent dans des pays dépourvus de formes officielles d'identification numérique permettant d'accéder aux services en ligne⁴. De ce fait, ces populations sont exclues des avantages liés à l'amélioration des moyens de subsistance et de la productivité, des emplois et des possibilités de marché, de l'accès aux services, aux informations et aux outils qui renforcent l'inclusion et la capacité de résistance. On estime que le renforcement de la numérisation peut permettre de réaliser 70 % des ODD, et la recherche démontre que les pays ayant des niveaux de numérisation plus élevés ont progressé de 40 % de plus vers la réalisation des ODD que leurs pairs du même groupe de revenu⁵. L'accélération de la numérisation à grande échelle est essentielle pour relever d'autres défis en matière de développement et permettre des progrès dans les domaines des biens publics tels que l'action climatique, la résilience aux pandémies, la réduction de la fragilité et le renforcement de l'intégration régionale. IDA-21 appuiera davantage la connectivité et les services numériques, ainsi que les capacités en matière de données de manière plus générale. Elle intensifiera les efforts, en s'appuyant sur les résultats obtenus dans le cadre d'initiatives comme *Économie numérique pour l'Afrique* (Digital Economy for Africa (DEAA)), *ID4D* et *G2Px*, ainsi que le *Programme mondial pour l'accélération du développement numérique* (Accelerating Digitalization Global Challenge Program) annoncé récemment. Elle élargira également les partenariats avec diverses parties prenantes, en particulier le secteur privé. L'appui à la production, à l'utilisation et aux échanges systématiques des données permettra de concevoir des politiques et de donner la priorité à l'aide là où elle est la plus nécessaire pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la pauvreté et de l'inégalité. Les réalisations seront mesurées au moyen d'indicateurs du tableau de bord pour les domaines de réalisation « connectivité numérique » et « services numériques ».

G. Accès universel à l'énergie

7. **L'accès à l'électricité est essentiel à la prospérité et au développement durable.** Il est inacceptable que 600 millions d'Africains n'aient pas actuellement accès à l'électricité. Consciente de ce fossé, la Banque mondiale lance un nouveau programme énergétique visant à fournir de l'électricité renouvelable à 100 millions de personnes en Afrique en sept ans. L'IDA investira 5 milliards de dollars pour financer ce programme, en parallèle avec 10 milliards de dollars de fonds publics et privés.

³ https://www.itu.int/hub/publication/d-ind-ict_mdd-2023-1/

⁴ <https://id4d.worldbank.org/global-dataset>.

⁵ UIT/PNUD. 2023 ; https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-09/SDG_Digital_Acceleration_Agenda_2.pdf

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT EN BREF

Le Groupe de la Banque mondiale est constitué de cinq institutions : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Fondée en 1960, l'IDA accorde des prêts à long terme à faible taux d'intérêt, de l'assistance technique et des conseils en matière de politique aux pays en développement à faible revenu. Les opérations de prêt de l'IDA sont financées par son modèle de financement hybride, qui combine les contributions totales des bailleurs de fonds avec les ressources internes de l'IDA et les fonds levés sur les marchés de capitaux.

Depuis IDA-14 (exercice 2006), l'IDA a fourni 385 milliards de dollars pour des investissements dans 93 pays, dont 232 milliards de dollars pour 40 pays d'Afrique. Elle est l'un des principaux fournisseurs d'aide publique au développement pour les 75 pays les plus pauvres du monde et constitue la plus grande source de fonds des bailleurs de fonds pour les services sociaux de base dans ces pays.

L'IDA est particulièrement bien placée pour cibler les pays les plus pauvres et les plus vulnérables et les aider à réaliser leurs objectifs de développement à long terme. L'IDA s'associe à toute une série d'acteurs du développement pour renforcer davantage son impact.

L'IDA jouit d'avantages comparatifs considérables qui lui permettent d'œuvrer de concert avec les gouvernements sur les défis de développement les plus complexes et d'atteindre les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Il s'agit notamment de son modèle axé sur les pays, de ses services de conseil et d'analyse, et de sa forte présence dans les pays. L'architecture financière de l'IDA offre un cadre solide et efficace pour l'allocation de ressources aux pays et aux populations les plus vulnérables, en réponse aux priorités des pays eux-mêmes.

Les représentants des bailleurs de fonds et des emprunteurs de l'IDA se réunissent tous les (3) trois ans pour reconstituer ses ressources et réexaminer son cadre d'action. En décembre 2021, les bailleurs de fonds ont convenu de contribuer à hauteur de 23,5 milliards de dollars au cycle actuel qu'est la « Vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-20) » pour les exercices 23-25 (3 ans). Les ressources des bailleurs de fonds ont été combinées avec les remboursements et les fonds levés sur les marchés des capitaux pour fournir un financement record d'un montant de 93 milliards de

dollars pour les pays les plus pauvres au cours de ces trois années, ce qui signifie que pour IDA-20, 1 dollar de don des bailleurs de fonds se traduit par près de 4 dollars de financement concessionnel pour les pays les plus pauvres du monde.